

Doutes sur la tenue d'élections au Congo

Le calendrier électoral n'est toujours pas connu au Congo, alors que les tueries se poursuivent dans l'est de la RDC et qu'une famine menace le pays.

VINCENT GEORIS

Fin 2017, les Congolais doivent élire un nouveau Président et renouveler leur Parlement. Mais ce scrutin très attendu, prévu par l'accord du 31 décembre dernier (« accord de la Saint Sylvestre »), se révèle des plus hypothétiques. La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) craint que ces élections n'aient pas lieu, alors que la crise humanitaire et sanitaire s'aggrave au Congo.

« Nous voyons des signes probants montrant qu'il n'y aura pas d'élections, confie Mgr Marcel Utembi, président de la Cenco. Plus on avance vers cette échéance et plus notre inquiétude augmente. »

D'après la Constitution de la RDC, ces élections auraient dû avoir lieu le 19 décembre 2016. Mais le président Joseph Kabila n'a montré aucune intention de lâcher son mandat. L'accord de la Saint Sylvestre, négocié sous l'égide de la Cenco, a apaisé le pays au bord de l'insurrection. Depuis lors, la situation s'enlise.

« Le Parlement a repris ses travaux

en septembre. Nous espérions l'adoption de lois pour organiser les élections, mais rien ne vient, déplore Clément Makiobo, le porte-parole de la Cenco,

Aucun calendrier électoral n'a été fixé. L'enrôlement des électeurs, commencé en juillet 2016, réalisé par la commission électorale indépendante (Ceni), n'est pas terminé. « La Ceni doit proposer un calendrier électoral », ajoute Mgr Utembi.

La famine a commencé

Massacres, enlèvements, famine... Le Congo s'enfoncé jour après jour dans l'enfer. La province du Kasai est une des plus touchées. « Nous comptons plus de 3.000 morts, 1,4 million de déplacés, au moins 140 édifices religieux catholiques détruits, des villages brûlés », dénonce Clément Makiobo. Les violences se font de plus en plus sentir, la situation des droits humains est catastrophique. Nous assistons à une réduction de l'espace politique. »

Une famine de grande ampleur menace le pays. « La famine a déjà débuté. Nous avons commencé à importer du blé. » Plus de 7,7 millions de personnes sont concernées en RDC dont trois millions dans le Kasai, selon la FAO.

L'est du Congo est exsangue. « À Beni, on continue à massacrer, au nord Kivu, on continue à enlever des gens », ajoute Clément Makiobo. De nombreux congolais se sont déplacés, un grand nombre a fui le Kasai. »

Incertitudes sur les fichiers électoraux

Cette instabilité éloigne la perspective d'un scrutin et conforte le pouvoir en place. Pourtant, Joseph Kabila a affirmé la semaine dernière à la tribune de l'ONU que les élections auraient lieu.

Cette situation fait aussi peser un doute sur l'enrôlement des électeurs. La Ceni affirme qu'elle a enregistré 42 millions d'électeurs sur les 45 millions que compte la RDC. Mais la Cenco, chargée de surveiller la Ceni, n'a pas eu accès aux documents.

La lenteur de l'enrôlement inquiète. « On aurait pu le faire en trois mois, au lieu de cela, il a été saucissonné en trois opérations séparées », constate Mgr Utembi. Combien de temps cela va-t-il prendre ? Dieu seul le sait. » Les évêques réclament un audit sur l'enrôlement car « les fraudes commencent à cette étape du processus électoral ».

La Cenco n'est pas en faveur d'un

nouveau dialogue entre le pouvoir et l'opposition. « À voir la délinquance de l'homme politique congolais, nous croyons qu'une nouvelle négociation remettrait en cause l'accord du 31 décembre. Il est possible de sortir de la crise sans un autre dialogue », dit Mgr Fidèle Nsielele, évêque de Kisantu.

Les Européens pourraient jouer un rôle majeur dans le processus. « Nous appelons l'Union européenne à avoir une politique cohérente par rapport au Congo », lance Clément Makiobo. Des rumeurs ont fait état d'un rapprochement entre la France et le gouvernement de Joseph Kabila. « Si les rumeurs de collaboration avec le régime de Kabila se confirmaient, ce serait déplorable », dit Mgr Utembi.

La Cenco pose aussi la question des élections dans les pays voisins. « L'alternance ne préoccupe pas les dirigeants africains. Tout ça n'est pas bon dans notre monde moderne », conclut Clément Makiobo.

« Nous voyons des signes probants montrant qu'il n'y aura pas d'élections. »

MGR MARCEL UTEMBI
PRÉSIDENT DE LA CENCO